
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXXVI.

Du Samedi 16 Janvier 1790.

Séance de jeudi soir.

LES députés de six corps de Paris ont présenté une adresse concernant l'extrême rareté du numéraire & les précautions à prendre pour y remédier. Ils ont proposé en conséquence des projets d'articles à délibérer ;

1^o. Que la caisse d'escompte sera tenue de convertir en écus, chaque jour, jusqu'au premier juillet de cette année, une quantité de billets montant ensemble au moins à 300 mille liv. sous l'inspection de quatre commissaires nommés à cet effet, & pris dans la classe des citoyens, autres que des financiers ou banquiers.

2^o. Que toutes personnes convaincues d'avoir vendu à un bénéfice quelconque, le numéraire en échange des billets de caisse, seront condamnées en 600 livres d'amende dont un tiers applicable au dénonciateur, & le reste au profit des pauvres du domicile du coupable.

3^o. Qu'à compter du jour du décret jusqu'au premier juillet 1790, tous les billets de caisse d'escompte seront pris & reçus dans toutes les caisses publiques des principales

Tome VI.

E

villes du royaume, conformément au vœu déjà manifesté de quelques grandes villes.

Ce dernier article a été déjà long-temps discuté lors du décret relatif à la caisse d'escompte, & l'assemblée crut alors ne pas devoir l'adopter. C'est plus à la confiance qu'au législateur à prononcer de pareils décrets. On a demandé la question préalable, mais l'assemblée a renvoyé au comité des finances & de commerce, l'adresse & le projet de décret proposés par les six corps.

M. Coroller du Mouftoir, député de la Basse-Bretagne, a demandé en son nom & de tous ses collègues, que les décrets de l'assemblée, & principalement les instructions sur les municipalités, districts, départemens & milices nationales, ainsi que la déclaration des droits, fussent traduits en langue celtique ou bretonne, & imprimés en deux colonnes aux frais de l'état.

L'assemblée a décidé que le pouvoir exécutif seroit chargé de faire traduire dans tous les idiomes de la France, les décrets qu'elle a rendus.

M. Déperci, au nom du comité des rapports, a fait lecture d'une proclamation du roi, destinée à arrêter l'exportation des grains; il a proposé un projet de décret en quatre articles tendans à introduire la formalité des acquits à caution.

M. Robespierre, après avoir attaqué la forme & les dispositions de la proclamation, proposoit d'en rédiger la partie utile en décret, & de convertir la forme fiscale des acquits à caution, en simple déclaration des négocians aux municipalités. MM. Camus & Prieur se sont élevés contre cette proclamation, comme étant une espèce d'arrêt de propre mouvement prohibé par les décrets de l'assemblée; ils ont dit qu'il étoit étonnant que le ministre des finances eût fait proposer par le garde-des-sceaux un projet conçu

en cette forme , puisque cette proclamation étoit une espèce d'acte législatif qui contenoit des peines qui ne sont pas infligées par les décrets ; enfin après quelques observations de MM. Dailly & la Jaqueminière , l'assemblée a renvoyé au comité la rédaction de ce décret avec les amendemens proposés , pour le rapport en être fait à la séance de samedi.

Séance d'hier.

C'est encore M. Desmeuniers qui a tenu la séance à la place de M. l'abbé de Montesquieu.

Après la lecture du procès-verbal , M. Fréteau qui vient d'être nommé membre du comité des pensions , a observé qu'étant déjà honoré de la confiance de l'assemblée pour plusieurs autres comités ; il lui étoit impossible d'accepter les nouvelles fonctions auxquelles elle daignoit l'appeller. Cette observation n'a point eu de suite.

On a annoncé plusieurs dons patriotiques après la lecture des adresses. Les gens de M. le président Molé & de sa famille en ont fait un de 210 liv. & de quelques boucles d'argent.

M. Barnave a demandé la parole à l'occasion d'une adresse de la ville de Troyes , sur une question que le respect pour les droits des hommes auroit facilement décidée , si les souvenirs de l'ancien régime n'avoient depuis long-tems courbé toutes les ames vers des principes contraires à l'intérêt des peuples. Déjà , dans plusieurs villes , on avoit fixé le prix des journées , pour être éligible , à trente sols , comme des journées de laboureurs ; dans d'autres provinces on parloit de les fixer à cent sols pour le prix d'une journée de labourage. En Dauphiné on avoit déjà évalué à deux livres dix sols , & aucun des appréciateurs n'avoit songé à prendre pour terme d'évaluation le prix d'une

journée de manouvrier , quoique dans les choses de faveur ou de justice , on doive toujours interpréter la loi par le moyen le plus doux.

C'est ce que M. Barnave a très-bien fait sentir ; il a dit avoir reçu des plaintes d'une ville de sa province , où la municipalité n'avoit pas craint d'évaluer à 2 liv. 10 sols la journée de travail pour fixer la contribution nécessaire pour être citoyen actif. Il a représenté qu'un abus de ce genre pourroit , en se multipliant , non-seulement priver la plus grande partie des citoyens de leurs droits les plus chers & les plus sacrés , mais exciter des troubles qui ne feroient que trop justifiés par une pareille injustice.

Il a demandé que l'assemblée , en laissant aux officiers municipaux actuels le soin d'évaluer le prix de la journée , suivant les convenances locales , fixât un prix au-delà duquel cette évaluation ne pût pas s'élever. Il a d'abord proposé vingt sous ; mais une partie de l'assemblée s'étant récriée sur la trop forte évaluation , M. Barnave a ajouté : « Je vois , d'après cette opposition , qu'il m'est indispensable de traiter le peuple d'une manière encore plus favorable ; en conséquence , je propose de réduire à 15 sous le prix le plus haut , auquel l'évaluation politique de la journée de travail puisse s'élever. »

M. de Montlaugier a dit qu'on ne pouvoit point fixer un prix général aux journées de travail , puisque la cherté des denrées & la rareté de l'argent y apportoit des variations infinies.

« Il ne faut pas fixer en argent le droit de citoyen actif , a dit M. Chapelier ; mais vous avez décrété que les localités décidant de la journée de travail , les municipalités feroient autorisées à en déclarer le prix ; mais il ne faut pas que les municipalités aient le pouvoir d'en élever arbitrairement la valeur. La municipalité de Rennes a fixé la journée de

travail à 12 sous : comment a-t-on pu la fixer à 30 en Dauphiné, & à 30 sous à Troyes ? C'est au législateur à veiller à ce que, par des abus de ce genre, les citoyens actifs ne soient pas privés de leurs droits les plus chers.

« Un noble proposoit de fixer les journées à vingt sous, & il demandoit qu'il fût décrété que la fraction du marc d'argent fût la mesure commune de la taxation pour l'exercice du droit de citoyen, & qu'elle fût fixée à un 18^e du marc. Ce rapprochement étoit assez bizarre, puisque l'un est aussi juste que l'autre est contraire même à la déclaration des droits.

M. Duport desirant d'abord fixer la journée à 15 sous, a proposé ensuite un projet de décret qui a convenu à l'assemblée ; mais la discussion s'étant continuée, M. de Funel a demandé qu'on fixât la journée à 20 sous dans les campagnes & à 30 dans les villes ; mais M. Target a observé qu'on ne pouvoit la fixer à plus de 20 sous ; que l'assemblée devoit par son décret déterminer les bornes auxquelles les municipalités seroient obligées de s'arrêter ; il a ajouté au projet de décret proposé par M. Duport, que dans les lieux où les municipalités sont déjà formées, cette interprétation ne pourroit pas donner lieu à des interprétations nouvelles.

M. l'abbé Gibert a observé encore qu'il étoit nécessaire de déterminer seulement le prix le plus élevé, & non de 10 à 20 sous, comme d'autres l'avoient proposé. Son motif étoit qu'on ne devoit pas exposer les municipalités à des mécontentemens populaires.

On a lu les amendemens suivans : Le premier, de M. Ceurrat de la Boullaye, portoit « que la journée de travail fût fixée à la valeur du vingt-cinquième du prix d'un septier de blé, mesure de Paris ».

Suivant M. des Rois, il falloit dire : « La journée de travail n'excédera pas le taux moyen des localités ».

M. l'abbé de Bruges, pensoit que pour empêcher toute sorte de dispute dans les municipalités, il falloit décréter les journées à 20 sous. La question préalable a délivré de tous ces amendemens, & l'assemblée a décrété le projet proposé par M. Dupont.

Voici le décret :

» L'assemblée nationale, considérant que, forcée d'imposer quelques conditions à la qualité de citoyen actif, elle a dû rendre au peuple ces conditions aussi faciles à remplir qu'il est possible; que le prix des trois journées de travail exigées pour être citoyen actif, ne doit pas être fixé sur les journées d'industrie, susceptibles de beaucoup de variations, *mais sur celles employées au travail de la terre*; a décrété provisoirement que, dans la fixation du prix des journées de travail pour être citoyen actif, l'on ne pourra excéder la somme de 20 sous, sans que cette fixation, qui n'a pour objet que de régler une des conditions des citoyens actifs, puisse rien changer ni rien préjuger relativement au prix effectif, plus fort qu'on a continué de payer les journées dans les divers lieux.

» Décreté que l'on ne pourra recommencer les élections déjà faites, sous prétexte que la fixation du prix de la journée du travail auroit été trop forte.

» L'assemblée a décrété que le présent décret sera présenté incessamment à la sanction du roi, & que sa majesté sera suppliée de le faire parvenir le plus tôt possible dans toutes les municipalités du royaume.

Ainsi, les officiers municipaux pourront fixer le prix de la journée à dix, douze, quinze, dix-huit sols, mais n'excéderont jamais 20 sous dans les pays où la journée du manouvrier est la plus chère.

M. le président a lu ensuite la note suivante envoyée par le garde-des-sceaux.

« Le roi a fait donner ses ordres aux magistrats du parlement de Rennes, en conséquence du décret de l'assemblée du 12 de ce mois, & ils se rendront pardevant l'assemblée aux jour & heure qu'elle voudra leur indiquer.

» M. le garde-des-sceaux prie M. le président de vouloir bien l'informer de la résolution qu'elle aura prise ».

L'assemblée a indiqué la séance de ce jour : elle doit les recevoir à deux heures.

La division de Guyenne étoit à l'ordre du jour.

M. Goffin avoir déjà rapporté qu'il s'étoit élevé de grandes contestations sur le partage de la superficie comprise entre la Saintonge, l'Angoumois, le Périgord, le Quercy, le Languedoc, le Comminge, le Couserans, le Bigorre, le Béarn, le pays des Basques & les côtes occidentales depuis l'embouchure de l'Adour jusqu'à celle de la Gironde. Le comité avoit d'abord essayé de concilier tous les intérêts par un premier projet ; voici les principes généraux qu'il avoit suivis. L'étendue de ce terrain est de mille cinq cent soixante lieues quarrées. Il y avoit donc de quoi former cinq départemens de trois cent douze lieues chacun ; mais les rivières couvrant environ vingt lieues de superficie, les lacs en occupant une aussi grande partie, & les sables ou landes formant quarante lieues quarrées, insusceptibles de culture, cette surface s'est réduite à 1480 lieues.

Le comité avoit d'abord fait quatre départemens.

Armagnac 325

Chalosse & grande partie des Landes 415

Agénois & Bazadois..... 385

& Bordeaux..... 435

Ces dimensions inégales paroissent d'abord contraires

les décrets , mais il falloit distraire du département de Bordeaux , la surface de la Gironde & les Dunes qui bordent l'Océan. Il falloit distraire de celui de Chalosse & des Landes plus de vingt lieues de côtes inhabitables & quelques terrains réunis à l'Armagnac ; il falloit distraire aussi du département de l'Agenois & du Basadois quelques portions à réunir à l'Armagnac. C'est d'après ces raisons territoriales , que cinq départemens auroient été trop foibles. Cette opération morceloit d'ailleurs les landes dont la réunion en grande masse est nécessaire à leur prospérité.

Les députés du Marfan & de Tartas , se plaignoient de ce que cinq départemens entraîneroient la ruine inévitable de leur canton , qui ne résistera ni à l'influence de la Chalosse , ni à celle d'une grande partie de la province dont les intérêts sont contraires à ceux des habitans des Landes : on opposoit aussi , que si Bazas étoit chef-lien de département , il seroit à 15 & 20 lieues de distance des extrémités. On croyoit cet inconvénient plus sensible , si le département avoit été fixé à la Reole , quoique sa situation soit très-belle & ses édifices publics très-nombreux. Le comité pensoit qu'il étoit nécessaire de réunir Chalosse à une partie des Landes. Cinq départemens seroient trop foibles , & trois d'entre eux , le seroient beaucoup trop. Les Landes seroient morcelées & les peuples seroient très-éloignés de la justice & de l'administration.

C'est d'après ces détails que le comité laissoit à la sagesse de l'assemblée à décider , s'il falloit ordonner la division de la Guyenne en quatre ou en cinq départemens.

M. de Séze , député de Bordeaux , a soutenu la division en quatre départemens. Il a rapporté que l'assemblée générale des députés de la Guyenne , faite la veille , n'avoit produit aucun effet ; il a lu la délibération qui prouvoit que la majorité des députés étoit pour la division en quatre ,

M. Peloque-Beraut a fait sentir les inconvéniens qui résultoient de la réunion des peuples dans un département qui étoit séparé d'eux par un fleuve aussi considérable que la Garonne, & il a demandé que la partie de la Guyenne qui se trouve entre la mer & ce fleuve, fût divisée de telle manière, que les départemens qui seront formés, soient limités par la Garonne.

L'assemblée a témoigné le desir d'aller aux voix; mais, sur les observations de quelques membres, elle a décidé d'entendre un membre de chaque sénéchaussée qui n'avoit pas encore pris la parole.

M. de Basquiar, député de Dax, a développé les raisons d'intérêt, d'usage & de localité, qui nécessitoient la réunion du pays de Tartas à celui des Landes.

M. Fisson Jobert a parlé ensuite en faveur de la division de quatre départemens, de même que les députés de Tarras. Un autre député de la noblesse & M. de la Signau ont encore pris la parole.

M. Daubert a considéré cette affaire sur toutes les faces & du côté de l'impôt. Il a fait sentir avec beaucoup de force l'injustice de la répartition de la taille réelle imposée sur tous les fonds, non en raison de leur produit, mais de leur superficie, de sorte que la terre qui produit le chanvre, n'est pas plus taxée que celle où croît la fougère. » Les habitans de l'Agenois, a-t-il ajouté, ne peuvent espérer la réforme de cet abus vicieux que par l'administration des districts & des départemens. Si le système de ceux qui ne veulent pas de département intermédiaire étoit adopté, le département d'Agenois s'étendant depuis l'Angon jusqu'à Malauze, ces villes seroient éloignées de plus de 32 lieues; la population de ce vaste pays fourniroit tant d'électeurs, que leur nombre étoufferoit la voix des pays montueux, qui perdrieroient bientôt l'espoir de faire

entendre leurs justes réclamations ; je me considère dans ce moment comme leur unique représentant , & je le rem-
plis avec d'autant plus de zèle , que je suis moi-même
habitant de la plaine ».

M. Maurienne de Flori vouloit encore parler , mais
l'Assemblée vouloit terminer cette longue contestation , qui
étoit la dernière.

M. Lavenue & quelques autres députés réclamoient
l'exécution du rapport fait par M. Bureau de Pusy ; alors
M. Gossin a dit que ce premier rapport n'étoit qu'un simple
tracé , & que le rapport qu'il venoit de faire étoit un travail
combiné entre M. Bureau de Pusy & lui.

On est allé aux voix sur le projet du comité , auquel la
priorité a été accordée ; l'Assemblée a décidé ensuite que la
Guyenne seroit divisée en quatre départemens.

M. Gossin a proposé ensuite un décret final pour les dé-
partemens , dont il a lu la nomenclature.

M. Garat & M. Bouche ont parlé sur quelques amende-
mens proposés.

M. Destourmel se disant chargé de demander la conser-
vation de l'administration du Cambresis , insistoit pour que
du moins le Calaisis , le Cambresis & le Hainaut fussent
dénommés dans la formation du département.

Voici le décret qui a été rendu & qui est suivi de la
nomenclature des départemens.

» L'Assemblée Nationale , sur le rapport du comité de
constitution , qui avoit entendu les députés de toutes les
provinces du royaume , a décrété que la France est di-
visée en 83 départemens , dont l'état sera annexé au dé-
cret du 22 décembre dernier ».

Voici l'état des départemens du royaume.

Provence.....	3
Dauphiné.....	3

Franche-Comté.....	3
Alsace.....	2
Lorraine, Trois-Evêchés & Barrois.....	4
Champagne, Principauté de Sedan, Carignan & Mou- fon, Philippe-Ville, Mariembourg, Givet & Charlemont, 4	
Les deux Flandres, Cambresis, Artois, Boulonois, Calaisis, Andrefis.....	2
Ile-de-France, Paris, Soissonnois, Beauvoisis, Amie- nois, Vexin-François.....	6
Normandie & Perche.....	5
Bretagne & partie des Marches Communes.....	5
Haut & bas Maine, Anjou, Touraine & Saumurois, 4	
Poitou & partie des Marches Communes.....	3
Orléanois, Blaisois & pays Chartrain.....	3
Berry.....	2
Nivernois.....	1
Bourgogne, Auxerrois, Sennonois, Bresse, Bugei & Valromei.....	4
Lyonnois, Forez & Beaujolois.....	1
Bourbonnois.....	1
Marches, Dorat, haut & bas Limosin.....	3
Angoumois.....	1
Aunis & Saintonge.....	1
Périgord.....	1
Bordelois, Bazadois, Agenois, Condomois, Arma- gnac, Chaloste, pays de Marfan & Landes.....	4
Quercy.....	1
Rouergue.....	1
Basques & Béarn.....	1
Bigorre & quatre Vallées.....	1
Cousérans & Foix.....	1
Roussillon.....	1

Languedoc , Comminges , Neboufan & Riviere , Verdun.....	7
Vélai , haute & basse Auvergne.....	3
Corse.....	1

L'affaire de Toulon étoit ajournée à une heure & l'affaire a été renvoyée à aujourd'hui 11 heures.

A V I S.

N. B. MM. les souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C USSAC , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.